Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1707

Rubrik: Edito

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 11.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La balance aux plateaux inégaux

Les investissements à l'étranger, très rentables, enrichissent les plus fortunés. En revanche, le pouvoir d'achat d'une grande partie de la population recule.

L'étranger, dans la langue des économistes, dont ceux de la Banque nationale, désigne tous les pays avec lesquels la Suisse procède à des échanges et des transactions. Exemple (*Rapport sur la balance des paiements 2005*, p. 8): «La Suisse tire de l'étranger des recettes supérieures à ses dépenses.» Ceux qui interpréteraient dans son sens commun ce «tirer des recettes» comme si nous exploitions l'étranger, qu'ils se détrompent! Cela signifie simplement pour la BNS que «le solde de la balance des transactions courantes est actif». Mais encore…

Contraste

Nos échanges avec l'étranger laissent un solde positif depuis les années quatre-vingt. Mais pendant longtemps nous étions négatifs sur le poste des marchandises. Nous achetions pour notre bien-être plus que nous ne pouvions vendre. La qualité de nos services, le tourisme, le revenu de notre épargne compensaient largement ce déficit. Or depuis quatre ans, même sur les biens, nous sommes en solde positif. Ce résultat reflète le haut niveau de performance de l'industrie d'exportation, mais aussi une demande intérieure contenue, puisque lorsqu'elle est forte, elle est satisfaite par des importations accrues. Ces dernières en 2005 ont effectivement augmenté de manière significative (8,8%), mais en grande partie à cause de la hausse du pétrole et des matières premières. Il faut donc en conclure que le pouvoir d'achat a été fortement comprimé pour une bonne partie de la population.

L'autre facteur, on le sait, est l'extraordinaire rendement des placements suisses à l'étranger. Il a atteint le chiffre astronomique de 125 milliards. Et il ne faut pas le lire comme le résultat d'une année exceptionnelle, mais comme une tendance. D'une part parce que les entreprises et sociétés suisses continuent à investir à l'étranger, mais aussi parce que les bénéfices des filiales sont le plus souvent réinvestis sur place (41 milliards en 2005). L'enrichissement tiré de l'étranger est réparti en Suisse sous forme de dividendes ou, s'il est réinvesti, il se traduit par une plus-value boursière de l'action, qui, rappelons-le, n'est pas imposable.

Tirer et répartir

La balance de nos échanges avec l'étranger ne comptabilise pas seulement des transactions économiques. On y lit aussi notre politique intérieure. La stagnation des revenus disponibles pour un grand nombre de travailleurs et l'unilatérale répartition de la richesse produite par l'extraordinaire fortune investie à l'étranger. *ag*

Investir à l'étranger

Ceux qui croient que l'on investit d'abord dans les pays pauvres parce que la main-d'œuvre se contente de bas salaires et qu'il est profitable de délocaliser, ceux qui croient que la Chine et l'Inde sont de formidables marchés qu'il est urgent de conquérir, consulteront avec intérêt le tableau des investissements directs suisse à l'étranger.
En tête, l'Union européenne, 27,9 milliards. Puis l'Amérique du Nord, 15,5 mia. L'Amérique du Sud, 10 mia. L'Asie ne figure que pour 6,7 mia dont la Chine 673 millions et l'Inde 191 millions, moins que la Corée du Sud, 638 millions. L'Afrique attire 1,8 mia dont plus de la moitié va à l'Afrique du Sud.

Edito

Démocratie cyber-directe

L'ordinateur personnel a 25 ans, Google moins de 15 ans, l'iPod cinq ans tout juste. Trois avancées dont on peut, dans la Suisse hyperbranchée et superdémocratique, mesurer les effets sur la vie et les pratiques politiques. Aux élections nationales de 2003, il était de bon ton d'avoir son site perso. En vue de 2007, le blog s'impose. Les candidats vont quotidiennement à la rencontre virtuelle des électeurs. Les uns et les autres peuvent - s'ils le veulent - consacrer des heures à produire, consommer ou échanger des textes et des images, à «réseauter» et surfer en tous sens, en utilisant cette vaste agora qu'est devenu Internet. Les partis et les candidats émettent désormais davantage de courriels que d'imprimés et s'acharnent à développer et mettre à jour leurs sites, dont ils soignent en principe les visiteurs-consommateurs comme de véritables clients.

Le tout s'appelle démocratie participative, par la grâce du libre accès généralisé et de l'interactivité possible. Technologie et virtualité font que le support micro-informatique et l'architecture du site déterminent non seulement la présentation et le style du message mais aussi, indirectement, sa teneur. En politique comme en publicité, l'annonce n'a qu'un instant pour attirer et retenir l'attention de ses destinataires. Un site doit donner à chacun de ses hôtes l'envie d'y rester et le sentiment de s'y déplacer avec toute la liberté souhaitable et tout l'accompagnement nécessaire. Une performance, digne des meilleurs architectes et concepteurs de sites, qui visent l'efficacité esthétique sans toujours la mettre au service du contenu.

Nous voilà donc parvenus en libre accès à cette «contre-démocratie» décrite par Pierre Rosanvallon. Régime marqué par une défiance croissante à l'égard des personnes et des idées politiques, par une volonté de casser tous les échelons - notamment parlementaires - entre la base populaire et le sommet gouvernemental. Il s'agit d'avoir un accès immédiat aux candidats et aux élus au plus haut niveau. Par exemple depuis son ordinateur à domicile ou au sein de ces «jurys de citoyens» habilement revendiqués par la présidentiable socialiste Ségolène Royal, dont le site interactif illustre à merveille la démocratie directe façon «web & blog».

Le démarrage difficile de *www.monelection.ch* lancé il y a deux semaines par la RSR montre que les candidats romands de la volée 2007 n'ont pas encore tous la fibre bloggeuse. Mais gageons qu'avec leur entrée en campagne dans les mois à venir ils apprendront à maîtriser le plus favorable rapport entre le contenant qui détermine et le contenu qui en dépend. *yj*